

COMPTE RENDU DE LA SEMAINE DE L'HISTOIRE

Printemps des peuples, printemps arabes

(Jeudi 24 octobre 2013, de 17h à 19h 30).

Les intervenants, lors d'une table ronde animée par Béatrice Garapon, doctorante de l'EHESS, et Julie Joly, directrice du CFJ, étaient invités à débattre sur les similitudes possibles et les différences entre le « printemps des peuples » de 1848, et les « printemps arabes » de 2011. Peut-on constater des mécanismes communs aux deux mouvements ?

Sylvie Aprile, professeur d'histoire contemporaine à l'université Lille III a d'emblée affirmé que la position de l'historien est celle du recul et de la défiance face à une assimilation trop hâtive entre les deux phénomènes. Néanmoins, des ressemblances sont observables, notamment dans la récurrence du vocabulaire utilisé pour décrire l'événement. Un autre point commun réside dans la propagation de la révolution, qui s'exporte dans différents pays : partie de lieux relativement périphérique (Palerme en 1848, la Tunisie en 2011), elle se diffuse ensuite dans des Etats plus importants (la France dans un cas, l'Egypte dans l'autre). Mais une grande différence réside dans le temps de la communication : il faut deux ou trois jours, en 1848, pour que l'information circule d'un pays à un autre, alors que les évènements de 2011 ont été retransmis instantanément à la télévision.

De manière générale, c'est l'eurocentrisme qui prédomine dans l'analyse des printemps arabes.

Bernard Heyberger, directeur d'études à l'EHESS, a montré que les notions de révolution et de nation, dans le monde arabe, viennent des modèles européens du XIXe siècle. Paradoxalement, les révoltes du printemps arabe se sont faites contre des régimes qui ont longtemps monopolisé le discours révolutionnaire. La liberté était en effet idéologiquement liée à la lutte anticoloniale, et les nouveaux régimes accaparaient le vocabulaire du nationalisme ; les nouvelles contestations se sont alors souvent faites au nom de l'islam. Il est difficile, pour les mentalités européennes, de concevoir un authentique mouvement révolutionnaire bâti sur des assises religieuses.

Guillaume Mazeau, maître de conférence d'Histoire moderne à l'université de Paris I , a souligné que si la Révolution française fonctionne toujours comme référence révolutionnaire de base, ce n'est pas parce que le vocabulaire utilisé est identique que la situation est la même. Les réactions aux printemps arabes, à cause de ces modèles, ont été au départ optimistes : enfin, les pays arabes entreraient dans l'histoire de la démocratie libérale. Or, si c'est bien le souhait des élites urbaines qui ont joué un rôle non négligeable dans la révolution, ces revendications ne sont pas représentatives de l'ensemble de la population. Certains courants souhaitent une « révolution-restauration », qui concilierait tradition islamique et modernité, à la suite des réformes religieuses du XIXe siècle ; les salafistes veulent quant à eux une « révolution-régression », un retour à la pureté fantasmée de l'islam des origines. Mais les Français oublient aussi la religiosité de leur propre Révolution...

Jean-Pierre Sereni, journaliste au *Monde diplomatique*, a évoqué comme ressemblance possible la grande incertitude qui régnait au moment des révoltes arabes, ainsi que la

question de la contagion des révoltes : au départ, les émeutes en Algérie semblaient plus graves que celles de Tunisie, puis il y a eu un renversement de perspective auquel certains médias arabes ne sont pas étrangers. Grâce à la rente pétrolière, l'Algérie avait des moyens pour satisfaire certaines revendications économiques des manifestants que la Tunisie n'avait pas.

Henri Pigeat a ensuite témoigné que certains médias se sont effectivement transformés en acteurs du mouvement, mais que d'autres se sont signalés par leur inertie et leur incompréhension des enjeux des printemps arabes. Les experts qui ont tenté *a posteriori* d'analyser la situation n'ont pas pris en compte, par exemple, les spécificités de l'islamisme en Egypte.

Sylvie Aprile a évoqué un autre point de convergence possible : le triomphe apparent de la réaction, après 2011 comme après 1848. Mais dans ce dernier cas, il ne s'agit que d'un triomphe à moyen terme.

Selon Bernard Heyberger, on observe le même immobilisme dans les pays arabes avant les révoltes de 2011 que dans l'Europe issue du Congrès de Vienne avant 1848. En outre, dans les deux cas, les régimes contestés ont présenté les soulèvements comme des manipulations de l'étranger. Un troisième point commun réside aussi dans la question de l'intervention des puissances étrangères dans les affaires intérieures des Etats – ainsi, des troupes russes avaient maté la rébellion hongroise de 1849, et des Etats comme la Russie ou l'Iran ont de nombreux intérêts en commun avec le régime syrien.

Guillaume Mazeau a tenu à préciser que la vision de la révolution dans les pays arabes n'est pas qu'européo-centrée. Les élites révolutionnaires arabes partagent aussi des références propres à l'Histoire nationale. Mais les printemps arabes, surtout dans les cas tunisien et égyptien, sont partis en premier lieu des marges, et peuvent s'expliquer sociologiquement : en un sens, ce sont des révoltes centripètes, qui ont d'abord éclaté en périphérie. En outre, la violence des printemps arabes a été largement diffusée, alors qu'il existe en France une certaine amnésie au sujet des violences révolutionnaires, pour 1789 comme pour 1848.

Selon Jean-Pierre Sefreni, la Contre-Révolution est en train de triompher en Egypte. La question est de savoir si la Tunisie, pays au jeu politique plus complexe, va suivre le même chemin. Le succès de la contre-Révolution est aussi dû à l'impéritie des Frères musulmans face aux problèmes sociaux, malgré leurs promesses électorales.

Henri Pigeat a ensuite tenu à montrer que le contraste s'accentue, dans le traitement de l'événement, entre la rapidité des techniques et la méthode journalistique; un journaliste soucieux de déontologie devrait pourtant respecter les différentes étapes dans la collecte de l'information.

L'auditoire a posé de nombreuses questions, notamment sur la différence, dans les pays musulmans, entre la liberté de religion et la liberté de conscience : Bernard Heyberger a répondu que la liberté de culte existe pour les religions reconnues par la charia, mais pas la liberté individuelle de croyance à l'intérieur de ces cultes.

Interrogé sur le retour d'un *statu quo ante* en Egypte, Jean-Pierre Sefreni a souligné que la « contre-Révolution » dispose de l'appui financier des monarchies du Golfe : l'Etat saoudien aide certains fondamentalistes sunnites, mais se défie des Frères musulmans.

Henri Pigeat a voulu évoquer aussi les possibles fondements économiques de la révolution comme point de convergence entre les deux « printemps ».

La question de la différence de la nature des sources se pose aussi à l'historien : pour l'historiographie d'une révolution, on ne peut pas mettre sur le même plan Facebook et les cahiers de doléance... Sylvie Aprile pense que le travail de l'historien contemporanéiste réside surtout dans le tri à faire à partir d'une base de données gigantesque.

Cette séance a donc permis de repérer certaines des vraies et des fausses similitudes entre les deux « Printemps ». S'il est indéniable que les mêmes questions se sont posées aux observateurs de ces bouleversements, notamment concernant la propagation de révolutions parties des marges vers les Etats centraux, la ressemblance se situe surtout au niveau de l'analyse des évènements par les observateurs européens. Cela a souvent amené à négliger des facteurs aussi essentiels que la religion dans les révolutions arabes, d'où la grande incertitude actuelle sur le devenir de ces « Printemps », voire une certaine inquiétude elle aussi analogue à la désillusion qui suivit « l'illusion lyrique » de 1848.

Jean-Benoît Poulle